

Tour 2009

- Cavendish, clap 5^e
- Le Ventoux décidera du podium : portrait d'un monstre
- LeMond met les performances de la fusée Contador en doute

P. 25 à 27



ENQUÊTE
Dans les coulisses de la restauration du palais Stoclet, d'étranges découvertes
 P. 16 & 17



Steven Defour, le cerveau du Standard
 « Mon avenir est dans les mains de D'Onofrio »
 P. 23

CULTURE
Montréal, la ville-spectacle qui inspire Bruxelles
 P. 31 & 32

«Collection bleue»
 de Bob et Bobette
 Numéro 6
 Bon en page 22

LE SOIR WEEK-end

lesoir.be

Opel et Libramont, la Belgique qui crise

OPEL à Anvers condamné, la Foire de Libramont qui s'ouvre dans la douleur. Le pays est incapable de dompter la crise.

Au nord comme au sud du pays, la crise a infligé ces dernières heures des lourdes défaites aux décideurs politiques et aux acteurs économiques. Ce vendredi, l'ouverture de la Foire agricole de Libramont a été l'occasion pour les producteurs

de lait wallons de montrer tout leur désarroi et leur impuissance face à une crise mondialisée qui les dépasse et les broie.

Même impression, à Anvers : l'usine d'Opel devra vraisemblablement fermer ses portes. Le site flamand n'entre pas dans les

plans des candidats repreneurs.

Un coup dur pour le gouvernement Peeters, qui, avec ses moyens limités, semble désarmé face aux garanties proposées par la chancelière Angela Merkel pour sauver les implantations allemandes du constructeur auto-

mobile. ■

► P. 2 L'ÉDITO

► P. 3 LA GROGNE À LA FOIRE

► P. 41 À 43 DRAME À ANVERS

Il y a 100 ans, Blériot créait l'exploit

P. 7 **En 1909**, l'aviateur traversait la Manche et ralliait l'Angleterre pour la première fois.

Les évadés de Bruges toujours introuvables

P. 8 **Le ministre** de la Justice annonce l'installation de filets au-dessus des prisons.

La nouvelle vie de Nollet



JEAN-MARC Nollet est, avec Rudy Demotte et Jean-Claude Marcourt, un poids lourd au sein du gouvernement wallon. © LE SOIR.

Les compétences de l'Ecolo Jean-Marc Nollet au sein de l'exécutif de la Région wallonne et de la Communauté française sont innombrables. Mais le chef de file des verts au sein de ces gouvernements déborde d'enthousiasme. Sa priorité va à l'alliance emploi-environnement. Qui, c'est une promesse, aura rapidement des accents concrets pour les citoyens wallons. Le Hennuyer loue déjà son entente avec le ministre wallon de l'Economie, Jean-Claude Marcourt. ■

► P. 4 L'ENTRETIEN

Pas de récession pour le sida

Françoise Barré-Sinoussi, Prix Nobel de médecine en 2008, a découvert le virus du sida en 1983, au sein de l'équipe du professeur Montagnier (Institut Pasteur).

En exclusivité pour *Le Soir*, elle nous explique pourquoi la recherche porte l'espoir d'éradiquer le méchant virus de la

surface du globe.

Le combat n'est hélas pas encore gagné.

Pour la Française, généraliser le dépistage et le traitement anticipé par antirétroviral est un souhait réel. « Mais, prévient-elle, cela va dépendre des efforts internationaux pour y arriver, avec les inquiétudes que porte

la crise financière. Le sida, lui, n'est pas en récession. » Françoise Barré-Sinoussi en appelle à la solidarité internationale. ■

► P. 22 L'ENTRETIEN

► P. 12 REPORTAGE AVEC MSF BELGIQUE SUR LE FRONT DU SIDA AU ZIMBABWE

Bernard Clerfayt, l'invité de l'été



© SYLVAIN PIRAUX

P. 14 & 15 **SECRÉTAIRE** d'Etat et bourgmestre FDF en titre de Schaerbeek, il se livre sur son expérience au sein de l'équipe fédérale.

MENU DU JOUR

La Foire agricole de Libramont

C'est l'occasion de découvrir le monde rural par les produits du terroir et les concours bovins. Un must ce week-end. P. 20

Entremets d'été

Redécouvrez le charme de la glace à l'italienne. P. 32

Les Diaboliques, l'ultime épisode de notre roman de l'été. P. 34



BD	19	THÉÂTRES	33	TÉLÉVISION	36-39
MOTS CROISÉS	19	KENO	33	PETITE GAZETTE & MÉTÉO	40
CINÉMAS	20	NÉCROLOGIE	35	MARCHÉS	46-47



'Retrouvez votre Références en fin de cahier éco !'

WEEK-end

Philippe Stoclet, qui voudrait que l'Etat rachète le palais Stoclet pour 100 millions d'euros et le restaure, a caché pendant 15 ans des millions de dollars au fisc dans un trust aux îles Caïman. Enquête.

Subsides à gogo, et surtout pas d'impôts

DAVID LELOUP

Dix millions. En euros, ce serait le coût global estimé de la restauration complète du palais Stoclet, ce joyau architectural de l'avenue de Tervuren, à Bruxelles, que l'Unesco vient d'inscrire au patrimoine mondial de l'humanité. En dollars, c'est la coquette somme que Philippe Stoclet, 78 ans, petit-fils du premier propriétaire du palais, avait placée en 1999 dans un trust des îles Caïman, selon les documents d'un ex-banquier suisse.

Philippe Stoclet et ses fils sont les derniers descendants mâles à porter le patronyme de leur grand-père et arrière-grand-père Adolphe Stoclet, l'ingénieur et banquier belge qui fit construire le palais éponyme en 1905 avec un budget illimité.

Mais ils ne sont pas pour autant héritiers de cet immeuble prestigieux : en 1951, la branche de Philippe Stoclet a revendu ses parts – meubles et argenterie compris – à son oncle Jacques, le père des quatre héritières.

Lobbying chez Charles Picqué

Mais Philippe, unique petit-fils, aîné de sa génération, se considère l'héritier « moral » du palais. Il y a vécu ses quinze premiers printemps et a toujours été très attaché à sauvegarder ce chef-d'œuvre architectural irrévocablement lié à son nom et à la mémoire de ses grands-parents.

Quitte à se muer en lobbyiste. « J'ai rendu visite à plusieurs occasions au ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, Charles Picqué, pour le pousser à introduire le dossier à l'Unesco, et à l'activer », explique-t-il.

Son combat est également motivé par l'état de décrépitude dans lequel le palais se trouve, dit-il, suite à un manque d'entretien ces trente dernières années. Et depuis le décès en juin 2002 de sa tante, la baronne Anny Stoclet, la situation dégénère car l'immeuble est inhabité.

« Quand j'ai visité la maison en mars 2006, j'ai vu des choses horribles, témoigne-t-il. A l'arrière, on a remplacé deux plaques de marbre par du triplex peint en blanc. Au deuxième étage, les tapis Wiener Werkstätte ont été remplacés par des carrés de feutre Ikea. Il y a des problèmes considérables d'électricité, des fresques écaillées à refaire et 100 % d'humidité dans les murs de la tour ! Dans les cuisines, des mètres carrés de plafonds sont noirs à cause d'infiltrations. Et dans ce qui fut ma chambre à coucher, on a repeint en rose sur un décor Wiener Werkstätte ! »

Et de résumer, cinglant : « Ce qui s'est passé dans cette maison est purement criminel. »

Pression morale de l'Unesco

Selon les experts consultés par Philippe Stoclet, 10 millions d'euros seraient nécessaires pour restaurer complètement le palais. Pour Pascale Ingelaere, conseillère au cabinet du secrétaire d'Etat bruxellois aux Monuments et sites, « ces 10 millions d'euros représentent un montant théorique qui correspondrait à une restauration jusqu'au dernier carat, et s'étalerait sans doute sur une dizaine d'années ». Pour l'heure, poursuit-elle, la Région de Bruxelles-Capitale et les quatre héritières se sont accordées, l'an dernier, pour injecter conjointement 1,3 million d'ici 2014 afin de parer aux travaux « les plus urgents ».

Mais à plus long terme, la Région pourrait effectivement investir jusqu'à 4,5 des 10 millions d'euros que le petit-fils d'Adolphe Stoclet juge indispensables pour réhabiliter le palais. Le montant exact dépen-

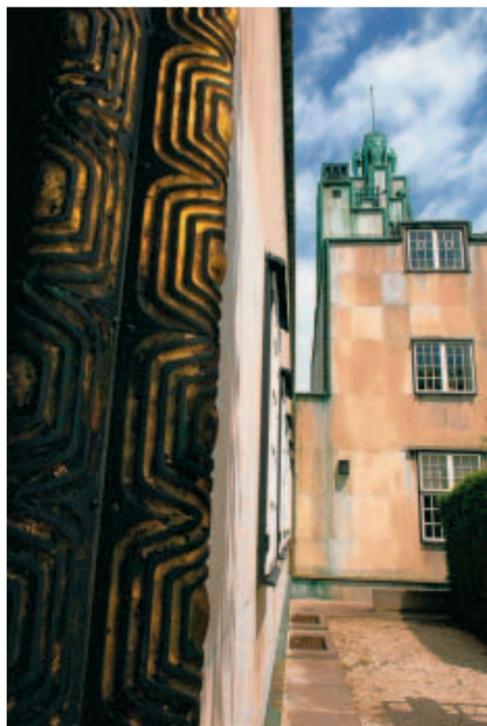
dra directement des investissements que les héritières seront prêtes à consentir. Le palais est en effet classé depuis 1976 par la Région bruxelloise, qui prend dès lors automatiquement en charge 50 % des frais de restauration extérieurs et 40 % des frais intérieurs. Dans ce contexte, le classement au patrimoine mondial par l'Unesco « a le mérite d'exercer une pression morale non seulement sur les propriétaires – mes quatre cousines –, mais aussi sur les pouvoirs publics, pour que cette maison soit réhabilitée, entretenue et préservée », estime Philippe Stoclet.

Il envisage même « une expropriation pure et simple » de ses cousines par le fédéral au cas où les intéressées ne s'engageraient pas rapidement dans des travaux de restauration plus ambitieux et dans la création d'une structure (une fondation, par exemple) destinée à assurer la pérennité du palais. « L'expropriation serait la meilleure solution, assène-t-il. Les caisses de la Région bruxelloise sont vides. Mais pour l'Etat fédéral, déboursier 75 à 100 millions d'euros, c'est-à-dire le prix estimé de l'immeuble et son mobilier, ce n'est pas la mer à boire. » Ensuite Philippe Stoclet verrait bien l'Autriche louer le palais à la Belgique. Mais il est farouchement opposé à l'idée que l'immeuble soit ouvert au public en permanence, comme la maison Horta par exemple, « car c'est une autre manière de le détruire progressivement ».

Ce vibrant combat pour sauver le patrimoine familial, assaisonné d'appels du pied directs et récurrents aux pouvoirs publics, laisse néanmoins un goût amer dans la bouche quand on apprend que cet ancien financier a caché au fisc, pendant des années, plusieurs millions de dollars dans un trust aux îles Caïman. D'un côté on réclame des subsides à gogo pour restaurer le palais, de l'autre on refuse de payer ses impôts... dont une partie alimenterait précisément la caisse des subsides.

Un café sous les palmiers

Le Coffee Cup Trust, dont Philippe Stoclet était le très discret bénéficiaire, possédait deux sociétés : Coffee Cup Investments Ltd. (domiciliée aux îles Caïman) et



© SYLVAIN PIRIAUX ET DOMINIQUE RODENBACH

LE PALAIS STOCLET, placé depuis fin juin par l'Unesco sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité. Construit en 1905, le bâtiment bruxellois, à mi-chemin entre l'Art nouveau et l'Art déco, est une œuvre d'art total dont la valeur dépasse les 100 millions d'euros. Le non-paiement d'impôts par Philippe Stoclet pose un problème au moins moral. © SYLVAIN PIRAUX.



Sugar and Cream SL (enregistrée en Espagne). La première a servi de société-écran pour éluder l'impôt sur les revenus générés par un compte-titres (intérêts, dividendes et plus-values spéculatives). La seconde, de « paravent fiscal » pour la vente d'une résidence secondaire à Marbella en 1999.

A l'origine de ces révélations, un banquier repent. Jusqu'à son licenciement en mars 2003, Rudolf Elmer était aux îles Caïman le chief operating officer de la filiale de la banque Julius Bär, la plus importante banque suisse se consacrant exclusivement à la gestion de fortune.

Aujourd'hui exilé sur l'île Maurice, Elmer, 53 ans, a conservé une copie des dossiers clients de la banque concernant 114 trusts, 80 sociétés et 60 fonds d'investissement, le tout impliquant 1.330 individus. Notes internes, fax, états de fortune, facturation des services fournis, comptes rendus de réunions: les arrières-cuisines impénétrables d'une banque logée dans un paradis fiscal parmi les plus opaques de la planète se dévoilent soudain sous nos yeux. Certains fichiers, vieux de dix ans, ne peuvent être ouverts qu'avec des logiciels introuvables dans le commerce aujourd'hui.

Des documents exceptionnels

« Il s'agit de documents extrêmement rares, particulièrement détaillés et dotés d'une forte cohérence interne », commente Eric Vernier, maître de conférences à l'université du Littoral Côte d'Opale (France) et auteur de l'ouvrage *Techniques de blanchiment et moyens de fuite* (Dunod, 2008). *Aucun enquêteur ne pourrait sans doute les obtenir en envoyant une commission rogatoire aux îles Caïman. Il est tout à fait exceptionnel que de tels fichiers se retrouvent sur la place publique.* »

Car Rudolf Elmer, qui souhaite désormais mettre ses compétences au service de la lutte contre les paradis fiscaux, a publié l'an dernier un échantillon de ses données sur un site internet spécialisé dans le « fuitage » de documents sensibles. Il aurait depuis coopéré avec les autorités fiscales allemandes, américaines et belges. A

l'Inspection spéciale des impôts (ISI), on refuse de confirmer ou d'infirmer la chose.

Un rendement de plus de 15 %

D'après les fichiers que nous avons pu consulter, le trust et la Coffee Cup Investments Ltd. ont été créés en octobre 1992 avec un apport initial de 3,5 millions de dollars placés sur un compte-titres de la Julius Bär à Zurich. Un pactole qui a vite fait des petits: fin 1998, malgré des retraits annuels s'élevant parfois à plusieurs centaines de milliers de dollars, cette somme avait plus que doublé. Ce qui témoigne d'un rendement moyen bien supérieur à 15 % par an. Sur les neuf premiers mois de 1999, en pleine bulle internet, le taux de rentabilité atteignait 35 %... Fin septembre 1999, la Coffee Cup Investments Ltd. jouissait ainsi d'un patrimoine de quelque 10 millions de dollars.

30 millions de dollars fin 2008 ?

Une chose est sûre: les fraudes présumées commises de 1992 à 2001 vis-à-vis du fisc belge sont prescrites. Mais il en va bien sûr tout autrement des revenus plus récents de la société, puisqu'en Belgique, depuis janvier 2009, l'administration fiscale peut remonter jusqu'à sept ans en arrière (cinq ans auparavant). Or la Coffee Cup Investments Ltd. n'a, à ce jour, pas été radiée du registre des sociétés domiciliées à Caïman. Avec un taux de rendement moyen de 15 % par an et sans retraits significatifs, les actifs de la société auraient dépassé les 30 millions de dollars fin 2008... Pour sa part, Philippe Stoclet déclare qu'il a récemment liquidé son trust et qu'il a récemment rapatrié ses avoirs en Belgique. Un geste, reconnaît-il, motivé par le fait que les données d'Elmer étaient susceptibles d'atterrir tôt ou tard dans les mains de l'administration fiscale.

De Bruxelles à George Town (capitale de l'archipel) en passant par Zurich, tout était prévu pour garder le secret. Sauf Rudolf Elmer. ■

REPÈRES

Trust. Un trust est une structure juridique de droit anglo-saxon qui permet à un individu fortuné – le settlor – de se « dessaisir » de sa fortune afin de ne pas en apparaître comme le propriétaire aux yeux du fisc. Concrètement, il la « cède » à un trustee qui la gère selon les desiderata du settlor.

Îles Caïman. Avec ses 44.000 habitants, cet archipel de trois îlots situés au sud de Cuba est la cinquième place financière de la planète. Territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, ce paradis fiscal, bancaire et judiciaire dispose d'un des secrets bancaires les mieux gardés au monde: sa violation est un délit passible jusqu'à 8 ans d'emprisonnement.

COFFEE CUP TRUST ACCOUNT SUMMARY September 30, 1999

Date of Deed: November 2, 1992

Additions, Distributions and Fees are made through a wholly owned company, Coffee Cup Investments Ltd.

1. Net assets including accrued interest as per valuation of wholly owned company, Coffee Cup Investments Ltd.-			
30-Sep-99	Bank Julius Baer, Zurich Acct# 1260.1981 02.01	USD	9,786,436
30-Sep-99	Sugar & Cream Liquidation deposit - Held in escrow	ESP	2,039,265
2. Additions:-			
	Settlement	October 27, 1992	USD 3,449,600
	Proceeds from Sugar & Cream Spanish property sale		ESP 35,939,150
3. Distributions:-			
Mr. Philippe Stoclet	October 5, 1998		100,000
Mr. Philippe Stoclet	April 6, 1998		200,000
Mr. Philippe Stoclet	December 17, 1997		20,000
Mr. Philippe Stoclet	April 16, 1997		50,000
Mr. Philippe Stoclet	November 18, 1996		30,000
Mr. Philippe Stoclet	August 5, 1996		50,000
Mr. Philippe Stoclet	May 23, 1996		50,000
Mr. Philippe Stoclet	September 25, 1995		40,000
Mr. Philippe Stoclet	September 12, 1994		40,000
Mr. Philippe Stoclet	August 29, 1994		40,000
Mr. Philippe Stoclet	July 7, 1994		30,000
Mr. Philippe Stoclet	May 2, 1994		30,000
Mr. Philippe Stoclet	November 16, 1993		30,000
Mr. Philippe Stoclet	November 1, 1993		30,000
Mr. Philippe Stoclet	July 6, 1993		15,000
Mr. Philippe Stoclet	May 3, 1993		30,000
Mr. Philippe Stoclet	April 19, 1993		30,000
		USD	815,000
Mr. Philippe Stoclet	September 2, 1994	ESP	41,000,000

This summary has been prepared by Julius Baer Trust Company (Cayman) Ltd. based on information available to them.
Page 1 of 2

LES COMPTES du trust sur lequel le nom de Stoclet apparaît: deux rentrées de capital (« Additions ») entre octobre 1992 et octobre 1999. On peut en déduire un return annuel moyen supérieur à 15 % malgré les sorties (« Distributions ») régulières de plusieurs dizaines de milliers de dollars par an.

DES DOCUMENTS EXCEPTIONNELS

Bénéficiaire d'un des secrets bancaires les mieux gardés de la planète a évidemment un prix. Selon les documents de Rudolf Elmer, en 1998, outre les frais d'administration annuels de la société (1.400 dollars) et une dringuelle versée au gouvernement local (805 dollars), la banque se rémunérait à hauteur de 0,3 % sur le premier million et 0,2 % sur le reste du capital. La maison mère à Zurich empochait pour sa part des honoraires trimestriels de l'ordre de 4.000 euros pour ses conseils en investissement. Au total, cela coûtait environ 35.000 dollars pour cacher et faire fructifier 7,3 millions de dollars pendant un an à Grand Caïman. Presque une broutille en regard des quelque 260.000 dollars d'impôts estimés qui auraient dû être payés en Belgique. Cette année-là... D.L.